

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 13 au 19 février 2016

Rappel, la semaine dernière : Remaniement ministériel, Interview du PR, déchéance de nationalité, Notre-Dame-des-Landes, arrestation du Général Piquemal, crise de l'élevage

Remaniement ministériel : fort, mais en baisse en fin de semaine

Les commentaires sont restés sur la tonalité du début de semaine, **défavorables à 85%** :

- **Plus de la moitié des critiques portent sur la nomination de certaines personnalités**
 - les écologistes en premier lieu ; Jean-Vincent Placé en particulier où revient la polémique sur ses contraventions (« *Sa nomination est une insulte au peuple et au quidam bêtement respectueux des lois* ») et Emmanuelle Cosse qui suscite les inquiétudes de professionnels du secteur du bâtiment et de la construction
 - Puis Jean-Marc Ayrault au Quai d'Orsay, symbole d'un « échec » ou choix dicté par des considérations personnelles destinés à « réparer l'égo » de l'ancien premier ministre : « *Nous vivons une fin de règne sous le signe de la république des copains que l'on reclasse aux frais du contribuable* ».
 - Le remplacement de Fleur Pellerin au ministère de la Culture a suscité quelques commentaires compatissants pour une « *femme exceptionnelle* » ; quelques autres regrettant « *un troisième ministre en 4 ans* » et interprétant cette « *instabilité* » par un manque d'intérêt du Président pour le secteur ; d'autres enfin relayé les rumeurs de proximité d'Audrey Azoulay avec Julie Gayet.
 - La création d'un ministère de la Famille, de l'Enfance et des Droits des femmes a suscité l'amertume de plusieurs femmes : « *Je suis troublée que vous, un homme de gauche souhaitant la parité, ayez permis cela* ».
 - Enfin, la nomination de Jean-Michel Baylet est rejetée par des correspondants en raison d'un manque de représentativité du PRG et d'un éventuel conflit d'intérêt avec ses activités de patron de presse.
- **Un quart sont des critiques plus générales qui sans s'en prendre à une nomination en particulier dénoncent les intentions « politiciennes » prêtées au chef de l'Etat en prévision des futures élections** : « *J'attendais de vous un signe fort, une équipe réduite, des gens compétents, quelle que soit leur origine politique (...). Je ne vois aujourd'hui qu'un jeu de chaises musicales élargi* ». Enfin, à travers des nominations qu'ils jugent « *aléatoires* » ou « *incongrues* », une poignée de correspondants dressent le portrait d'un Président « *aux abois* » pris au piège des contradictions entre ses promesses, ses dénégations relatives à ses ambitions pour un second mandat et la perception qu'ont les Français de son action.
- Enfin, **10% de messages sont constitués de témoignages de soutien** et d'encouragements pour ce « *gouvernement de rassemblement* », louant l'arrivée de « *nouvelles personnalités pour de nouvelles compétences* » et souhaitant qu'elles soient porteuses d'un « *nouveau souffle* » pour la fin du mandat.

Interview PR : modéré mais bien plus positif

25 correspondants ont réagi la prestation du Président au journal de 20h, mais **60% la saluent** :

- **Le besoin de sens et d'explication paraît très fort chez ces correspondants**, qui ont retenu « *l'aisance et la clarté de ses propos* ». Ils ont vu un chef de l'Etat indifférent à la critique médiatique et aux sondages, « *convaincant* », « *honnête dans sa volonté de redresser le pays* » et porteur d'espoir.
A noter que parmi ces soutiens, quelques-uns émanent d'électeurs qui votent habituellement pour la droite ou le centre.
- **Parmi les 30% d'intervenants plus critiques**, une part s'attachent à dénoncer les « *postures et les mensonges* » du Président quant à ses ambitions personnelles, les autres pointent l'inutilité d'un exercice qui « *n'apporte rien aux Français* ».
- Enfin, plus neutres, 10% reviennent sur le sujet du chômage en répondant aux propos du Président sur la formation et les **charges** des entreprises. Quelques-uns estiment que ce sujet « *première préoccupation des Français* » aurait mérité que le chef de l'Etat s'y attarde davantage.

Notre-Dame-des-Landes : fort

L'annonce d'un référendum local a concentré 83% des courriers relatifs au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes – qui sont le plus souvent distincts de ceux réagissant à l'interview présidentielle.

- **35% de correspondants se félicitent de cette initiative**, perçue comme une sortie digne et démocratique de la situation : « *bravo pour votre proposition de référendum pour l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes! Cela devrait permettre de sortir par le haut de ce problème qui a trop pris de temps et surtout par un acte démocratique net* ».

- **Une grosse moitié sont plutôt critiques**, se répartissent entre les opposants historiques à l'aéroport qui y voient un moyen de « *gagner du temps* », et ceux qui y voient un « *abus d'autorité* » de la part du chef de l'Etat qui passerait outre les décisions de justice et les élus locaux pour satisfaire « *son aile gauche* ».
- Parmi les 10% de correspondants qui interpellent sur le **périmètre de la consultation**, tous souhaitent qu'il dépasse le département de la Loire-Atlantique (« *L'idée de faire un référendum qui va se limiter à la Loire-Atlantique est insuffisante, il faut élargir le périmètre à la Bretagne* ») ; la moitié d'entre eux souhaitant même une consultation à l'échelle nationale : « *une partie de mes impôts servirait à construire cet aéroport donc je suis concerné. Ce référendum sera truqué s'il n'est pas national* ».
- **La polémique sur l'impréparation du cadre juridique n'a été soulevée que par 1 correspondant** à ce stade.

Crise de l'élevage : modérée mais en hausse

La crise de l'élevage ne fait pas tant réagir que cela, les courriers étant pour beaucoup constitués de témoignages d'agriculteurs ou de proches : « *mon ami est agriculteur et son avenir est noir très noir... Il est temps de trouver des solutions ! Aidez les agriculteurs. Un suicide tous les deux jours c'est trop !* ».

Parmi les autres messages, on trouve :

- majoritairement des **mis en accusations de la grande distribution et les centrales d'achat** : « *il faut trouver le moyen d'obliger les centrales d'achat à acheter à un prix raisonnable les produits des agriculteurs* ».
- quelques correspondants saluant la baisse des charges tout en la jugeant « *insuffisante* » et demandant une meilleure régulation à l'échelle européenne (le Conseil des ministres à Bruxelles n'est pas commenté).
- des Français (assez peu) **se disant « lassés » par les manifestations des agriculteurs et les dégradations de biens publics** (en dépit d'une solidarité qu'ils affirment avec les agriculteurs).
- enfin, quelques autres qui voient dans cette crise les conséquences d'une agriculture intensive et peu respectueuse de l'environnement : « *Pollution par l'usage massif de pesticides, gaspillage d'eau potable, maltraitance animale dans les fermes usines, chute des cours du lait et de la viande dans la logique productiviste vers les bas-coûts et enfin, crise financière et morale des éleveurs* ».

Démantèlement du camp de réfugiés de Calais : modéré à faible

55% approuvent la décision de démanteler une partie du camp mais se montrent réservés sur sa mise en œuvre : « *La décision est prise mais j'attends de voir les résultats* ». A noter que **plus d'un tiers de ces messages émanent de Calaisiens**. A l'inverse, 45% dénoncent un « *traitement indigne* » à l'égard des réfugiés dont une poignée de sympathisants de gauche faisant part de leur incrédulité quant à l'efficacité de la destruction du camp dans la résolution de la crise. Ils interpellent le président de la République : « *Que vont devenir toutes ces personnes ?* ».

Arrestation d'une manifestante à Poitiers : faible

Tous critiques, une dizaine de messages relatent « *le choc* » et « *l'incompréhension* » ressentis lors du visionnage de l'arrestation de M. Lipovoï à Poitiers : « *Assurément un grand moment de bravoure policière* ». Ne trouvant pas de justification au traitement infligé à cette manifestante âgée, deux courriers attribuent ce comportement « *à un excès de zèle en période d'état d'urgence* » pointant ainsi les dérives redoutées de « *cette situation d'exception qui dure* ».

Brexit : faible mais constant

Comme la semaine dernière, une poignée de correspondants ont fait part de leur opinion concernant le Royaume-Uni dans la perspective du Conseil européen. **30% se disent inquiets d'un accord trop favorable au Royaume-Uni, et exhortent le Chef de l'Etat à « résister » aux demandes britanniques**. Pour la plupart domine toujours l'idée qu'il vaut mieux laisser partir la Grande-Bretagne « *sans arrière-pensée* » plutôt que de « *céder à leurs exigences tendant à réduire à néant l'intégration européenne* ».

Congo-Brazzaville : faible mais constant de semaine en semaine

A l'approche des élections présidentielles du 20 mars prochain, 7 congolais de la diaspora ont interpellé le président de la République sur le « *risque d'embrasement* » voire de « *guerre civile* » qui **menacerait le pays**. Dénonçant des « *obstacles et violations aux règles du jeu démocratique* » organisées contre les opposants, ils demandent une intervention de la France pour « *ramener Sassou à la raison républicaine* » et « *préserver un climat de paix* ».